

L'ÉDITOpar **Philippe MARTIN**

Excellence au rabais

L'enseignement est une curieuse machine. Difficile à mettre en mouvement et compliquée à régler. Et, lorsque celle-ci se met en branle, il n'y a plus grand monde capable de la maîtriser.

Voyez le Pacte d'excellence lancé pour répondre aux multiples lacunes (et critiques) qui défigurent l'enseignement francophone depuis des années. Lorsque son épure a été rendue publique, après avoir fait l'objet d'une laborieuse gestation impliquant tous les acteurs concernés, tout le monde (ou presque) a salué les perspectives nouvelles qui allaient permettre à l'école de demain de répondre à ses nombreuses obligations : une formation de base ambitieuse pour tous, un accès plus égalitaire, un véritable accompagnement des élèves, etc.

Mais il y a un « mais ». Même plusieurs. Depuis, le Pacte pour un enseignement d'excellence a été détaillé, soupesé, trituré par l'ensemble des intervenants. Qui, tous, y ont trouvé des propositions séduisantes et d'autres beaucoup moins enthousiasmantes. Ainsi, les organisations syndicales qui, ces derniers jours, ont fait remonter leurs innombrables remarques. Surtout négatives...

Logique : les objectifs définis sont tellement éloignés de la réalité de l'école actuelle qu'il n'est pas possible de ne pas s'interroger sur la faisabilité du projet en termes d'emplois, de moyens financiers, de temps disponible, de formation des enseignants, de vérification des connaissances...

Sans parler des attitudes, souvent protectionnistes, des différents « métiers » de l'enseignement qui, tous, tentent de défendre leurs points de vue et préserver leurs acquis.

Arrivée à ce stade, la démarche consultative initiée par Joëlle Milquet et dont a hérité Marie-Martine Schyns risque donc de perdre une bonne part des nombreuses remises en questions et propositions qui avaient émergé à l'occasion du travail en ateliers. Et c'est souvent le risque de la méthode participative qui a été employée. Après la phase de l'ouverture et des suggestions, arrive le moment où il faut conclure. Et là, s'impose pour le ministre de prendre ses responsabilités. Au risque de détricoter une bonne partie du travail accompli et de lui faire perdre ce qui faisait sa pertinence et son originalité. Et d'engendrer de nombreuses frustrations.